

## SECTION 1/ Les conditions d'ouverture de la procédure de conciliation

Elle concerne tous les entrepreneurs sauf les agriculteurs :

- toutes les entreprises
- les commerçants
- les artisans
- PM de droit privé
- Personnes physiques exerçant une activité professionnelle indépendante
- Profession libérale depuis **loi de S**

**Condition pour en profiter :**

- **avoir des difficultés économiques, juridiques ou financières avérée ou prévisibles.**
- **ne pas être en CP depuis plus de 45 jours**

Avant pour le règlement amiable, fallait pas qu'il y ait CP

**Cette procédure consiste pour le président du T de commerce à nommer un conciliateur ayant pour mission de trouver un accord entre le deb et ces principaux créanciers**

## SECTION 2/ Nomination et rôle du conciliateur

**C'est une procédure volontaire :** faut une requête du deb en ce sens

Le président du T de commerce peut nommer un expert pour qu'il établisse un rapport sur les informations des banques sans que les banques ne puissent opposer le secret professionnel

Ensuite le président nomme un conciliateur pour négocier

**Le conciliateur est nommé pour 4 mois sauf prolongation d'un mois à la demande du conciliateur**

Le deb lui-même peut proposer un conciliateur au président

**La nomination n'est pas susceptible de recours et doit être communiquée au ministère public et à l'ordre professionnel si c'est une profession libérale**

**Il peut cependant être récusé par le deb**

Peut-être nommé conciliateur toute personne

Loi prévoit des incompatibilités :

- peut pas être conciliateur une personne qui est rémunéré par le deb depuis 2 ans car dépendance avec le deb
- peut pas être conciliateur un JC en fonction ou ayant quitté ses fonctions depuis – de 5 ans

Le président fixe sa rémunération avec accord du deb

Condition et modalité de la rémunération sont fixées au moment de l'entrée en fonction en fonction de ce qui va lui être demandé et elle est fixée définitivement à l'issue de la mission

Il peut y avoir un recours devant le 1<sup>er</sup> président de la cour d'appel

Le conciliateur est soumis à l'obligation de confidentialité

La procédure est confidentielle car il ne faut pas rompre la confiance avec les clients et il ne faut pas dévoiler les faiblesses aux concourants

## SECTION 3/ Conséquences de la conciliation

### 1/ Pendant la procédure

**Loi de S** : les créanciers publics peuvent consentir des délais et des remises de dette mais seulement si les créanciers ordinaires le font

**Art L 611-7** : les efforts consenti par ces créanciers doivent être concomitants aux efforts des autres créanciers

Les concessions consenties par ces créanciers doivent être faites dans les conditions normales de marché càd comme si c'était une opérateur économique normal

**La procédure de conciliation n'emporte pas arrêt des poursuites**

**Le juge peut seulement à la demande du deb après avis du conciliateur accordé des délais de paiement : délais de grâce**

But procédure : rechercher un accord

### 2/ Constatation ou homologation de l'accord

A l'issue de la procédure de conciliation plusieurs possibilités :

- un accord est impossible :

La procédure est clôturée.

La procédure peut s'améliorer mais si ce n'est pas le cas procédure de conciliation débouche sur une autre procédure

- Un accord a été trouvé

Loi prévoit **2 possibilités** :

- **constatation de l'accord**
- **homologation de l'accord**

A/ accord a été constaté

une fois accord signé par les parties, les parties le soumettent par requête conjointe à la constatation du président du T de commerce.

**Cette constatation ne fait l'objet ni de publicité ni possibilité d'une voie de recours**

La constatation aura lieu si **l'accord met fin à la CP**

Effet constatation : ordonnance de constatation donne à l'accord **force exécutoire et force obligatoire**

Si pas de constatation accord a seulement force obligatoire

B/ accord a été homologué par le T

**Condition pour demander homologation :**

- **deb ne doit pas être en CP ou bien l'accord y met fin**
- **le T doit constater que les termes de accord sont de nature à assurer la pérennité de l'entreprise**
- **doit pas porter atteinte aux intérêts de créanciers non signataires**

Le T peut tjs consentir des délais de grâce

Deb doit demander l'homologation **il n'y est jms obligé**

**Ordo d'homologation est publiée**

Le T fait des consultations, prend des informations et va entendre toutes les personnes dont l'audition est utile.

Il rend ensuite un jugement d'homologation qui est publié

Peut faire un recours en tierce opposition dans les 10 jours qui suivent la publication de ordonnance

**Effet homologation :**

- **suspension des poursuites**

Dès que le T a homologué, les créanciers peuvent plus poursuivre en paiement indépendamment des conditions de poursuites prévues dans accord

**Attention** seuls les créanciers signataires de accord sont soumis à la suspension des poursuites

- **Les garants**

Art L 611-10 : si accord est homologué les cautions bénéficient de tous les délais et remise consenti dans le cadre de cet accord.

Si a seulement eu constatation : les garants peuvent pas se prévaloir de l'accord

**Ceci concerne : toutes les cautions et autres garants personne physique ou personne morale**

- **levée de plein droit des interdictions bancaires**

- **le privilège de New Money ou privilège de conciliation Art L 611-11**

**c'est un privilège de paiement accordé aux créanciers qui ont apporter des liquidités nécessaires et utilisable immédiatement par l'entreprise pendant l'élaboration de cet accord**

Ceci concerne :

- les apports nouveaux en trésorerie
- les personnes ayant fournies un nouveau bien ou service

Ce privilège signifie que si accord échoue, les créanciers seront payés avant les autres sauf les super privilégiés

- **date de la CP Art L 631-8**

Quand le T va préciser la date de la CP le T ne pourra pas la fixer au-delà de la date d'homologation

- **Délais de grâce**

Pendant la période d'élaboration de l'accord, le T peut accorder des délais de grâce

- **En cas de refus d'homologation le T doit ouvrir une Procédure de RJ ou LJ**

**En cas d'inexécution de accord** : le deb a pas payé à échéance sur saisine de l'une des parties, le T va prononcer la résolution de l'accord et la déchéance de tout délai de paiement

**Inexécution signifie CP et donc ouverture d'une PC**

**Si une PC s'ouvre en cours d'exécution d'un accord, la PC met fin de plein droit à l'accord qu'il soit constaté ou homologué.**

## TD n°2/ prévention des difficultés

Quand le deb ne peut pas payer, il peut d'abord demander un report au créancier

Ensuite **Art 1244-1 code civil** : deb peut obtenir un délai de grâce permettant de repousser les paiements

Délai max : 2 ans

Inconvénient : faut aller voir chaque créancier

Autre possibilité : demander la désignation d'un mandataire ad hoc **Art L 611-3**

Cette désignation peut être demandée par le deb au président du TGI par écrit **Art 11 décret 28 décembre 2005**

Président du TGI peut rejeter la demande

Si il garde le silence pendant un mois il vaut rejet de la demande **Art 12 décret 2005**

Le président nomme le mandataire et fixe sa rémunération

Sa mission prend fin avec l'achèvement de la mission **Art 14 décret 2005**

Intérêt : mandataire accompagne le deb

Conciliation : **Art L 611-4**

### Condition :

- **faut que se soit une PM de droit privé ou personne physique exerçant une activité professionnelle **Art L 611-5****
- **faut des difficultés économiques, juridiques ou financières avérées ou prévisibles **Art L 611-4****
- **pas être en CP depuis plus de 45 jours**

Il faut une requête contenant **Art 611-6** :

- exposé des difficultés et moyens
- **Art 15 D 2005**

Il y a ensuite convocation par le président du TGI **Art 16 D 2005**

Deux possibilités :

- refus d'ouverture d'une conciliation

**Art 19 D 2005** : peut y avoir un appel dans les 10 jours de la notification du refus

**Attention : président peut se rétracter dans les 5 jours**

- admet l'ouverture

**Le président du T n'a pas de marge d'appréciation** dès lors que les conditions sont réunies il doit ouvrir la conciliation

Il va nommer le conciliateur **Art 611-6 ali 3**

Le deb peut proposer une personne mais le président n'a aucune obligation

Le président fixe sa mission et la durée de la mission qui est de 4 mois mais elle peut être prolongée sur demande du conciliateur **Art 611-6 ali 3**

Mission conciliateur : **rechercher un accord avec les principaux créanciers**

**Art 20 D 2005** le deb peut récuser le conciliateur

Le conciliateur **doit accepter sa mission** **Art 18 ali 3 et 4 D 2005**

S'il trouve pas d'accord : FIN DE LA CONCILIATION **Art 611-7 ali 6**

Le conciliateur constate l'échec et envoie un rapport au président pour qu'il ouvre une PC **Art L 631-4**

S'il y a accord : trois possibilités :

- peut rester comme ça et ne pas faire constater l'accord et donc être régi par le droit des contrats
- faire constater l'accord
- faire homologuer l'accord

#### **CONSTATATION DE L'ACCORD :**

**Art L 611-8 I** il faut une **requête conjointe des parties**

**Condition** pour obtenir la constatation :

- **pas être en CP ou que accord y mette fin**
- **faut que accord assure la pérennité de l'entreprise**

**Effet de la constatation : constatation donne force exécutoire à l'accord**

Les créanciers ont alors un titre exécutoire

**Pas de publicité et aucune voie de recours possible**

**Intérêt : les tiers ne sont pas informés**

#### **HOMOLOGATION DE ACCORD :**

**Art L 611-8 II** : faut une demande du deb

Cette demande est suivie d'une audition

**Condition de homologation :**

- **pas CP ou que accord y mette fin**
- **assurer la pérennité de l'entreprise**
- **accord doit pas porter atteinte aux intérêts des autres créanciers non signataires**

Recours : **Art 35 D 2005** : peut y avoir un appel contre le jugement refusant l'homologation

**Art L 611-10 ali 2** les tiers peuvent former une tierce opposition, dans un délai de 10 jours

Publicité : **Art 36 D 2005** : avis d'homologation au BODAC

Effet de homologation :

- suspension des poursuites **Art L 611-11 ali 3**

**Attention la suspension ne concerne que les créances prévus dans accord et pas celles qui pourront naître après**

- levée de l'interdit bancaire
- cation, co-obligés et garants peuvent se prévaloir de accord homologué

Co-obligé = deux deb dans un rapport principal avec le créancier

Caution : sûreté construite sur un rapport accessoire

Garant autonome : son engagement est pas accessoire

- le privilège de conciliation

Intérêt : il joue quand accord échoue et que se retrouve en PC

Bénéficie aux créanciers ayant fait un apport en trésorerie pour redresser l'entreprise et les fournisseurs de bien ou service dans le but d'assurer la continuité de l'entreprise

Si ouverture d'un PC postérieure vont de par ce privilège être payé en priorité

**Si accord est pas exécuté : il y a déchéance de tous les délais de paiement**

**Le deb peut pas demandé une nouvelle conciliation donc si a CP : créanciers pourront demander un RJ**

**C'est seulement dans la phase de conciliation que peut pas demander à ouvrir une PC**

**Après homologation ou constatation peut le faire**